

## Révoltes et révolutions

Des révoltes populaires aux régimes néo-populistes  
Changements et continuités post-révolutionnaires

### Buket Türkmen

[IEA de Paris, 2018-2019]

Maîtresse de conférence en sociologie à l'Université de Galatasaray de 1997 à 2018, Buket Türkmen a enseigné à l'Université de Bordeaux et été chercheuse invitée au *Center for Middle Eastern Studies* de l'université Harvard. Titulaire d'un doctorat de l'EHESS de Paris, elle est aujourd'hui chercheuse attachée au Centre Émile Durkheim à Bordeaux et à l'Institut Français d'Études Anatoliennes à Istanbul. Elle a contribué à de nombreux projets de recherche comparative tout en menant des travaux sur l'espace public, les jeunes islamistes, la laïcité, les activistes femmes, le flirt islamique, les nouveaux mouvements sociaux et identitaires.



Türkmen/Belery2018

## DES ALTER-ACTIVISMES AUX CONTRE-MOUVEMENTS AUTORITARISTES

Après la crise financière de 2008, les années 2010 signent une nouvelle ère en matière d'activisme politique. Celui-ci a pris des formes inédites, et ce dans des sociétés très diverses, suggérant un nouvel imaginaire basé sur l'utilisation commune des richesses, l'occupation des places publiques, les luttes pour des espaces et des modes de vie alternatifs, la réalisation de zones autonomes organisés de façon horizontale. Ces activismes ont été l'expression d'une indignation générale contre la dissolution du pouvoir et la diminution de la capacité d'action politique des acteurs dans les systèmes néo-libéraux.

Des révoltes se sont suivies par vagues un peu partout sur la planète. Elles ont parfois émergé suite à des politiques urbaines en contradiction avec la volonté des citoyens (Brésil, Gezi en Turquie), d'autres en réaction à des mesures d'austérité (Occupy Wall Street aux États-Unis, Syntagma en Grèce, Puerta del Sol en Espagne), ou encore à cause d'un régime durcissant son autoritarisme (Tahrir en Égypte, Taksim/Gezi en Turquie).

Bâtis sur un modèle de convergences des luttes, ces mouvements ont comme caractéristiques premières l'horizontalité, la participation, le pluralisme, l'autonomie. Suite notamment à l'analyse du terrain que j'ai effectuée auprès des femmes activistes de la révolte de Gezi en Turquie, j'ai constaté que ces mouvements avaient fait apparaître de nouveaux sujets à travers ce que j'ai conceptualisé comme un individualisme solidariste.

L'individualisme solidariste est une critique de l'individualisme compétitif et atomisé du néo-libéralisme mais aussi du collectivisme sur lequel sont fondées certaines identités nationales. Ces nouveaux « individus solidaristes » remettent en question les anciennes organisations politiques verticales et déconstruisent les anciennes définitions de la subjectivité politique —jusqu'ici encadrées en grande partie par les constructions

collectivistes— pour en proposer de nouvelles basées sur la dignité, la singularité, l'autonomie individuelle, les réseaux horizontaux et les économies solidaires.

.....

## En réponse aux frustrations causées par les mouvements alter-activistes, on constate la montée de contre-mouvements qui promeuvent la verticalité, la soumission à un leader et une citoyenneté quasi-holiste

.....

Les forums « Nuits Debout » en France ou les assemblées de quartier constituées pendant le Mouvement des Indignés en Espagne en sont des exemples. Comme l'ensemble de ces réseaux horizontaux, ils ont souffert d'un dysfonctionnement dans les mécanismes de décision. Ceux-ci ont en effet basé leur fonctionnement sur une démocratie délibérative qui augmente le temps nécessaire à toute prise de décision, et nécessite un grand investissement des personnes

impliquées. Cette organisation a causé de nombreuses frustrations, les débats interminables quant aux actions à mener empêchant le passage à l'action tout en nécessitant une organisation en petits comités... La méfiance à l'égard de toute hiérarchie a empêché de construire une organisation efficace.

De manière plus dramatique encore, pendant la période qui a suivi la Révolte de Gezi, quand le conflit armé a recommencé dans la région kurde en Turquie, les discussions trop longues dans les forums d'Istanbul et d'Ankara, aussi bien que dans les « blocs de la paix » des quartiers constitués pour organiser l'activisme de la paix et les réseaux de solidarité avec la région ont éloigné certains activistes de ces réunions. Leur motif était : « nous perdons notre temps à débattre tandis que les gens meurent. Sortons tout de suite dans la rue et réagissons ! » C'est dans cette tension, entre exigence de la démocratie délibérative et nécessité d'action urgente, que l'on saisit l'inefficacité d'un mouvement alter-activiste/horizontal pendant un conflit armé. Sous le bruit assourdissant des armes, on n'arrive plus à délibérer.

Dans la plupart des cas, les alter-activismes n'ont pas intégré les classes populaires exclues du marché du travail et dépourvues de tout type de capital. Ces luttes pour la dignité et l'autonomie ont donc été accusées d'être des mouvements des classes moyennes comme les mouvements sociaux identitaires de type LGBT et/ou en faveur des droits des minorités. Certains ont perçu les lacunes de ces mobilisations et structurations horizontales — dysfonctionnements des mécanismes de décision et

sentiment de relégation des classes populaires — comme une opportunité pour passer à l'action. En réponse aux multiples frustrations causées par les alter-activismes, on constate dans la période actuelle la montée de *contre-mouvements*. Ces contre-mouvements promeuvent la verticalité, la hiérarchie, la soumission à un leader et une citoyenneté quasi-holiste basée sur une *solidarité communautariste*, souvent portée par un nationalisme identitaire. L'erdoganisme en Turquie, le bolsonarisme au Brésil, le trumpisme aux Etats-Unis en sont quelques exemples récents.

Les régimes néo-populistes ré-émergent aujourd'hui comme de nouvelles formes politiques efficaces. Ces régimes néo-populistes se servent des mobilisations pour contrôler la rue et asseoir le régime, tout en fédérant les masses autour d'un discours unitaire, sécuritaire et anti-terreur. On y incite notamment certains acteurs à se mobiliser tout en interdisant les manifestations de rue de certains autres. Ainsi, **l'expression de tout mécontentement contre le régime établi est vouée à sa stigmatisation en tant qu'action terroriste, séparatiste et perturbatrice de l'union et de l'ordre social.**

Le registre de la violence est utilisé en complément de cette instrumentalisation de la rue. Dans ces régimes néo-populistes, toute position oppositionnelle est poussée au silence par les politiques sécuritaires, voire les « nécro-politiques », c'est à dire le pouvoir de dire qui pourra vivre et qui doit mourir – suivant les termes du philosophe Achille Mbembe.

L'inédit dans cette nouvelle période est l'utilisation des outils de la démocratie et de la mobilisation dans la rue des masses pour légitimer la dérive autoritaire. Dans les régimes néo-populistes, la rue devient un moyen de contrôle et un lieu de mise en scène pour les acteurs politiques dominants.

Toutefois, la *dé-subjectivation* des acteurs (leur perte d'autonomie, de pouvoir d'action, de marges d'émancipation et de la maîtrise de l'historicité) n'est pas un processus total dans ces nouveaux régimes. Celle-ci s'accompagne de la création perpétuelle de champs de résistances, lesquels deviennent les lieux autonomes de *re-subjectivation* (de la construction de soi, de l'expression d'opposition à travers des formes d'action inédites).

Afin de pouvoir déchiffrer une nouvelle langue de lutte et de résistance qui ne se nourrit plus des actions de rue, stigmatisées, voire criminalisées par la plupart des régimes aux dérives autoritaires, il est nécessaire de faire une sociologie des acteurs silencieux, des niches et espaces d'opposition, des configurations éphémères, des processus et dynamiques des rapports de pouvoir.

.....

### Pour aller plus loin

Retrouvez l'article de [Buket Türkmen](#), ses publications et des contenus complémentaires sur [fellows.rfiea.fr](#)

Les révolutions ressemblent à des tremblements de terre. Soudainement, une rupture apparaît dans une société et entraîne des bouleversements dans l'économie, l'ordre social et les esprits. On s'attend à ce que la vie ne soit plus jamais la même. Il y a souvent un fossé entre les espoirs et les changements réels qui découlent des révolutions. Les empires prennent fin mais ils se transforment en de nouvelles formes d'organisation sociale, qui ressemblent souvent aux anciennes.

Depuis 2011, le monde a connu une explosion de soulèvements populaires qui se sont répandus au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. D'anciens régimes ont été renversés, de nouveaux les ont remplacés. Entre les deux, divers efforts ont été déployés pour créer des formes de gouvernance démocratique. Ce n'est pas une tâche facile dans des sociétés où l'acceptation de perspectives politiques divergentes et la négociation du pouvoir par le biais d'élections n'ont pas été préparés.

Diplômé de l'université de Cambridge, Brady Wagoner est professeur de psychologie et directeur du master et du programme doctoral en psychologie culturelle à l'université d'Aalborg (Danemark). Ses recherches portent sur la psychologie culturelle, la mémoire, l'imagination, le changement social, l'histoire de la psychologie et la dimension constructive de l'esprit. Il a reçu le prix « early career award » de l'American Psychological Association. Parmi ses récents ouvrages, *The Psychology of Radical Social Change* avec F. Moghaddam et J. Valsiner (Cambridge University Press, 2018), *Handbook of Culture and Memory* (Oxford University Press, 2018), *The Constructive Mind : Barlett's Psychology in Reconstruction* (Cambridge University Press, 2017).

Les pays européens ont également été le théâtre de manifestations généralisées contre les programmes d'austérité économique des gouvernements. Outre-Atlantique, les États-Unis ont connu Occupy Wall Street et le Brésil a été secoué par de violentes contestations à la suite de scandales politiques d'envergure. Mais aucune révolution n'a découlé de ces manifestations.

L'utilisation du terme « révolution » est souvent ambiguë du fait de sa confusion avec d'autres formes: « soulèvement », « révolte », « insurrection », « protestation » qui appellent des types et niveaux de ruptures sociales ainsi que des systèmes de valeurs différents. Ces formes peuvent potentiellement être précurseuses d'une révolution, voire en faire partie, mais pour qu'une révolution en tant que telle se produise, de nombreuses conditions doivent être réunies.

Les définitions les plus strictes indiquent qu'il doit y avoir une mobilisation de masse, mue par une idéologie claire de changement non seulement des dirigeants de la nation mais aussi de ses institutions, de ses pratiques et de ses mentalités. Peu d'événements dans l'Histoire satisfont ces critères, sauf vraisemblablement les révolutions française, russe, chinoise et haïtienne. Le plus souvent, il s'agit d'un transfert de pouvoirs qui – même s'il est violent – ne remet pas nécessairement en cause les règles qui régissent les rapports de pouvoir et donc ne transforme pas en profondeur la société.

**Pourquoi, si souvent, les soulèvements sociaux ne parviennent-ils pas à apporter des changements durables ?** Les révolutions concernent autant les idées, les mentalités, les habitudes et les processus de groupe que l'économie et la tactique politique. Dans son célèbre ouvrage, *Psychologie des foules* paru en 1895, le médecin et anthropologue Gustave Le Bon fut l'un des premiers à formuler une théorie psychologique, axée sur la compréhension du comportement des masses urbaines. S'appuyant sur une analogie de la relation hypnotiseur-patient, il a mis en lumière la dynamique dirigeant-foule, la façon dont la répétition d'images suggestives, de slogans et de symboles entraînent un groupe dans une direction commune. Après un examen attentif de ce qui structure les mentalités collectives, Le Bon conclut que les foules sont fondamentalement conservatrices. Dans les années 1960, une deuxième vague de théoriciens de la psychologie de la révolution explique la révolution à travers le prisme de la « privation relative ». Le



sociologue américain James Davies soutient que les révolutions ne sont pas déclenchées par des personnes pauvres qui se comparent à celles vivant dans le luxe, mais plutôt par l'agressivité qui résulte de perspectives d'avenir réduites. Les révolutions seraient précédées d'améliorations que les populations pensent voir se poursuivre. Lorsque leur situation se détériore, elles se retrouveraient avec un « écart intolérable » entre ce qu'elles veulent et ce qu'elles obtiennent. C'est le moment où une révolution se produirait.

Plus récemment, le chercheur en psychologie Fathali Moghaddam, iranien installé aux États-Unis, a proposé une distinction utile entre trois ordres de changement social. Dans un système de premier ordre, le droit formel et le système normatif informel justifient tous deux les injustices collectives (par exemple, les arguments légitimant l'esclavage avancés dans la Grèce antique, lors des conquêtes coloniales européennes ou dans le Sud des États-Unis jusqu'au milieu du 19<sup>e</sup> siècle).

Le système de deuxième ordre se caractérise par une loi formelle réformée, mais le système normatif informel continue de justifier les injustices collectives (après l'abolition de l'esclavage aux États-Unis, la discrimination à l'égard des Afro-Américains a continué). Dans un système de troisième ordre, le droit formel et le système normatif informel appuient tous deux la justice collective. Cette concordance se retrouve dans certaines sociétés

occidentales qui ont développé de solides systèmes de gouvernance démocratique dans des conditions de prospérité économique relative. C'est l'idéal auquel aspirent de nombreux acteurs des révolutions. Mais il est difficile pour un tel système d'émerger du fait de la dimension conflictuelle de l'ethos de démolition des « anciens régimes » qui est à l'œuvre dans les révolutions.

Comme annoncé par l'économiste et sociologue italien Vilfredo Pareto dès les années 1920 avec sa théorie des élites : une révolution est menée par une contre-élite qui devient la nouvelle élite et continue à gouverner de la même manière (au profit de l'élite). Le roi est mort, vive le roi ! Le Shah est renversé, long règne au guide suprême ! Moubarak est déchu, hourra pour al-Sissi !

Pareto nous conseille donc de ne pas nous laisser induire en erreur par les éléments de langage. Il y a généralement continuité de la domination de l'élite sur les non-élites, même si le nouveau régime a changé la rhétorique officielle et qualifie désormais la nation de « communiste », de « République islamique » ou de « démocratie ». Cette dynamique est rendue possible par la continuité des structures de comportements des citoyens avant et après les révolutions. Ainsi que le souligne Fathali Moghaddam, la politique est apte à inventer de nouveaux slogans pour indiquer le changement mais elle fait appel de manière plus profonde aux modes habituels de penser et d'agir des populations.

#### 4 instituts d'études avancées en réseau

IMéRA, IEA d'Aix-Marseille  
Collegium de Lyon  
IEA de Nantes  
IEA de Paris

#### Direction éditoriale

Olivier Bouin  
Aurélien Louchart  
Julien Ténédos



FONDATION  
RÉSEAU FRANÇAIS  
DES INSTITUTS  
D'ÉTUDES AVANCÉES

#### THE CONVERSATION



Fondation RFIEA  
contact@rfiea.fr  
01 40 48 65 57  
rfiea.fr  
fellows.rfiea.fr

### Pour aller plus loin

Retrouvez la version longue et en anglais de l'article de **Brady Wagoner** et des références complémentaires sur [fellows.rfiea.fr](https://fellows.rfiea.fr)

### PUBLICATION

Quelles différences entre les processus de décentralisation en Bretagne, en Andalousie, en Wallonie et au Pays de Galles ? **Alistair Cole**, professeur de sciences politiques à l'Université de Cardiff, **résident 2014 au Collegium de Lyon**, publie les résultats d'une enquête qu'il a coordonné sur cette question de 2012 à 2014. Son équipe de chercheurs a conduit une centaine d'entretiens avec des élus, des agents des administrations publiques régionales et des représentants des réseaux d'action publique autour des thèmes de la rigueur budgétaire liée à la crise, de l'impact de l'eupérisation normative et de la restructuration de l'État.

Cole (dir.), De Visscher, Harguindéguy, Pasquier et Stafford, *La gouvernance territoriale en Europe entre convergence et capacité 2012 – 2014*, Centre de données socio-politiques, beQuali, 2018.

10  
ans

L'Institut  
d'études avancées  
de Nantes

**d'études avancées de Nantes** vous invite le jeudi 28 février et vendredi 1er mars 2019 à venir échanger avec des chercheurs venus des quatre coins du globe sur le monde d'aujourd'hui et de demain, lors de tables rondes et de conférences participatives. La programmation sera disponible prochainement sur le site de l'Institut d'études avancées de Nantes.

En attendant, retrouvez-nous sur les réseaux sociaux :  
[www.facebook.com/IEANantes](https://www.facebook.com/IEANantes)  
<https://twitter.com/ieadenantes>

### ANNIVERSAIRE

L'IEA de Nantes fête ses 10 ans ! À l'occasion de la célébration de ses 10 années d'existence, l'**Institut**

### CONFÉRENCE

**Yadh Ben Achour**, juriste et philosophe tunisien, premier titulaire de la Chaire Averroès à l'**IMéRA**, anime un cycle de conférences sur « L'Islam face au défi des temps modernes ». Le 31 janvier, il s'intéressera à l'Islam et l'universalité de la norme démocratique. Plusieurs questions seront posées : comment sortir la norme démocratique du relativisme dans lequel veut l'enfermer les partisans des particularismes culturels ou ceux qui configurent l'identité en fonction d'une mémoire collective sélective et exclusive ? Comment démontrer, autrement que par des pétitions de principe, que la norme démocratique n'appartient à aucune culture et qu'elle est constitutive de l'Humain ?

Jeudi 31 janvier 2019, à 18h  
IMéRA  
2 Place Leverrier, 13004 Marseille  
Entrée libre